

Rapport bilan des activités de la société civile au Mali en contribution au mouvement SUN 2011-2015

Préparé par :

Mr Touré Boureïma Allaye, Président de l'Alliance SUN Société Civile
Massaman Sinaba, Coordinateur SUN Société Civile



Vue du Présidium lors de la cérémonie de lancement : de gauche à droite, M. Ibrahim Socé FALL, Représentant Résident de l'OMS; M. Boureïma Allaye TOURE, Président du Conseil National de la Société Civile et Secrétaire Général d'OMAES; Pr Ousmane DOUMBIA, Secrétaire Général du Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique; Mme Sally HAYDOCK, Représentante Résidente du PAM et Dr DIARRA Houleymata, Directrice HKI.

Bamako, Mars 2015

INTRODUCTION

Le Scaling Up nutrition ou SUN est un mouvement unique fondé sur le principe que toutes les personnes ont droit à une alimentation saine et à une bonne nutrition.

Le SUN réunit des responsables des gouvernements, de la société civile, des Nations-Unies, des donateurs, du secteur privé ainsi que des chercheurs qui œuvrent tous à l'amélioration de la nutrition.

Les pays instituent des politiques adéquates, en collaboration avec des partenaires pour mettre en œuvre des programmes ayant des objectifs nutritionnels communs, et mobiliser des ressources pour le renforcement effectif de la nutrition, en mettant l'accent principalement sur la responsabilisation des femmes.

Avec une compréhension commune du fait que de nombreux facteurs influent sur la nutrition, que chacun de nous a une contribution unique à apporter.

Pourquoi lutter contre la malnutrition ?

Aujourd'hui, plus d'un tiers des jeunes enfants souffrent d'une forme de malnutrition quelconque, avec des conséquences dévastatrices sur la santé, l'éducation, les possibilités de production futures, le développement économique, la résistance et la sécurité.

L'éradication de la sous-nutrition chez les jeunes enfants présente de multiples avantages. Elle permet de:

- augmenter le produit intérieur brut de 11 % en Afrique et en Asie
- d'élever le niveau d'instruction d'au moins un an
- d'augmenter les salaires de 5 à 50%
- de réduire la pauvreté, car les enfants bien nourris ont 33 % de chance en plus d'échapper à la pauvreté quand ils seront adultes
- d'autonomiser les femmes pour qu'elles aient 10% de chance en plus de diriger leurs propres affaires

La multisectorialité dans la lutte contre la malnutrition

Le Mouvement SUN reconnaît que la malnutrition a des causes multiples. C'est pourquoi il oblige les intervenants à travailler ensemble dans tous les secteurs pour intégrer la nutrition dans tous les efforts de développement.

- Interventions nutritionnelles spécifiques : soutien à l'allaitement maternel exclusif jusqu'à l'âge de 6 mois et poursuite de l'allaitement accompagné d'aliments nutritifs appropriés jusqu'à 2 ans, enrichissement des aliments, supplémentation en micronutriments et traitement de la malnutrition chronique
- Agriculture : rendre des aliments nutritifs plus accessibles à tous, et soutenir les petites exploitations agricoles en tant que source de revenus pour les femmes et les familles
- Eau potable et assainissement : amélioration de l'accès pour réduire les infections et les maladies
- Éducation et emploi : faire en sorte que les enfants aient l'énergie dont ils ont besoin pour apprendre et gagner un revenu suffisant à l'âge adulte

- Soins de santé : amélioration de l'accès aux services de soins pour s'assurer que les femmes et les enfants restent en bonne santé
- Appui à la résilience : permettre à la population d'être en meilleure santé, plus forte et établir une prospérité durable afin de la rendre apte à mieux supporter les situations d'urgence et de conflits
- ***Les femmes déjà responsables doivent être placées au centre de tous les efforts, afin qu'elles puissent prendre la tête de leurs familles et communautés, ce qui ouvre la voie à un monde plus sain et plus fort.***

I/Processus d'élaboration du Projet « Mobiliser la Société Civile pour renforcer la Nutrition au Mali »

a) Atelier d'élaboration de la note succincte SUN Mali

Le Jeudi 25 Août 2011 s'est tenu dans la salle de conférence de l'hôtel PLAZA à Bamako l'atelier d'élaboration d'un concept note « Plaidoyer pour la nutrition » SUN (Scaling Up Nutrition – Renforcer la Nutrition) co-organisé par Helen Keller International et OMAES.

Cet atelier qui a regroupé une douzaine d'organisations ou de réseaux d'organisations de la Société civile, a permis de développer un concept note sur le rôle de la société civile en matière de nutrition d'une manière intégrée – nutrition, sécurité alimentaire, santé, éducation, droits de l'homme – avec des questions adressées directement au Gouvernement et au secteur privé. Il a fait le point des besoins nutritionnels au Mali, l'expérience des partenaires de la société civile, et a adopté une stratégie pour renforcer le plaidoyer pour une priorisation de la nutrition par le pays.

b) La mise en place du programme SUN Société Civile au Mali

Le programme Société civile SUN Mali a été officiellement mis en place en avril 2013 et lancé le 21 février 2014 avec comme organisation participante des Nations Unies le Programme Alimentaire Mondial (PAM), OMAES comme l'organisation chargée de sa mise en œuvre et HKI assurant l'appui technique à tout le processus d'élaboration et de mise en œuvre.

Résumé des rôles d'OMAES et HKI dans le projet au Mali

OMAES, Point focal SUN Société Civile

- Développe le plan d'action et le budget annuel du projet
- Assure la mise en œuvre des activités avec les partenaires
- Facilite l'implication du Comité technique à travers le point focal national
- Produit les rapports d'activités et financiers pour le bailleur
- Dissémine l'information auprès des membres de l'Alliance sur les avancées des activités du mouvement mondial
- Initie la dynamisation du mouvement national et organise la mise en place des groupes régionaux d'influence sur la nutrition
- Participe activement à la mobilisation des ressources pour le fonctionnement des sous-groupes sous- régionaux SUN

HKI Mali, Expert en nutrition

- Assure l'appui technique dans le développement des outils/matériels de sensibilisation et de plaidoyer pour l'amélioration de l'environnement structurel en Nutrition
- Initie les échanges avec les autres pays SUN pour la qualité des activités
- Renforce les capacités de la société civile malienne à influencer et à faire avancer les programmes de politique de nutrition
- Aide à organiser les campagnes de plaidoyer pour la prise en compte de la nutrition dans les politiques et programmes nationaux y compris le cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté
- Facilite la documentation des résultats et le partage des informations au niveau international

II/ Cartographie des acteurs de la nutrition et des alliances SUN au Mali

a) Cartographie des acteurs de la nutrition

Le projet a débuté par l'identification et la cartographie des acteurs de la société civile, du gouvernement et organisations du secteur privé qui travaillent dans la nutrition dans toutes les régions du Mali. Une approche multisectorielle a été mise en œuvre pour prendre en compte les acteurs œuvrant dans la santé, la nutrition, l'agriculture, l'éducation, les droits humains, la presse, les universitaires, les bailleurs de fonds, le gouvernement et le secteur privé (y compris l'industrie alimentaire). Puisque ce projet vise à améliorer la coordination entre les OSC, il a renforcé les liens avec les organismes publics, le secteur privé et les organisations internationales. Plus précisément, les efforts ont été déployés pour étendre au-delà "nutrition / santé classiques vers d'autres aspects qui ont de l'impact sur la nutrition, comme l'industrie alimentaire, des fournisseurs de matières premières, la productivité agricole (semences, engrais), l'agriculture, la croissance économique, et la sécurité alimentaire. OMAES a coordonné cet exercice de cartographie au niveau national et régional et a identifié **une OSC Point Focal** dans chaque région afin de coordonner la cartographie à l'échelle régionale. Ces OSC agissent également en tant que points focaux pour les autres activités de plaidoyer. Grâce à cet exercice de cartographie, les principaux acteurs (Société Civile, Secteur Privé et Gouvernement) de la nutrition OSC ont été identifiés et répertoriés dans un répertoire qui fournit leurs coordonnées et leurs activités.

b) Mise en place des alliances pour le plaidoyer

1) Mise en place, composition et plan d'action de l'Alliance Nationale SUN de la Société Civile au Mali

Dans le cadre de la constitution de l'Alliance il est primordial que le contexte dans lequel le mouvement est né soit rappelé et connu des aspirants. Ceci, pour éviter que ce mouvement soit pris comme une question de conviction et d'engagement. Chacun doit partager non seulement la vision et les objectifs du mouvement mais aussi contribuer à renforcer la nutrition dans son pays dans le respect de la stratégie SUN pour 2012-2015. C'est dans ce cadre, sous l'égide de l'Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel (OMAES) et Helen Keller International, qu'une alliance composée d'une douzaine d'organisations et collectif d'organisations actives en nutrition a été mise en place le 25 août 2011 au cours d'un atelier pour élaborer le concept note SUN Mali. Cette alliance qui reste ouverte à toutes les organisations intervenant dans le domaine de la nutrition au Mali compte aujourd'hui 23 organisations et réseaux d'organisations.

A. Composition de l'Alliance SUN Mali (niveau national)

- 1) AED** : Association d'Entraide et de Développement
- 2) CARE**
- 3) Welt Hunger Hilfe**
- 4) GAD** : Groupe Action Développement
- 5) AMEDD** : Association Malienne d'Eveil au Développement Durable (Koutiala, Sikasso)
- 6) GRAT** : Groupe de Recherches et d'Applications Techniques
- 7) World Vision**
- 8) OMAES** : Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel
- 9) ASDAP** : Association pour le Soutien au Développement des Activités de Population

- 10) **Helen Keller International**
- 11) **Woiyo Kondeye**
- 12) **URC-CHS**
- 13) **CSPEEDA** : Centre Sahélien de Prestation d'Etude d'Ecodéveloppement et de Démocratie Appliquée
- 14) **CAFO** : Coordination des Associations et ONG Féminines
- 15) **ACF-E** : Action Contre la Faim-Espagne
- 16) **DENKO**
- 17) **FENASCOM** : Fédération Nationale des Associations de Santé Communautaire
- 18) **RECOTRADE** : Réseau des Communicateurs Traditionnels pour le Développement
- 19) **AMUPI** : Association Malienne pour l'Unité et le Progrès de l'Islam
- 20) **ALPHALOG** : Association Libre pour la Promotion de l'Habitat et le Logement
- 21) **Eglise Catholique**
- 22) **AMSS** : Association Malienne pour la Survie au Sahel (Tombouctou)
- 23) **OGES** : Organisation pour la Gestion de l'Environnement au Sahel (Mopti)

Appui/Accompagnement : REACH (Renew Effort Against Child Hunger and Undernutrition) qui est une initiative inter-agences du système des Nations Unies qui aide les gouvernements dans les pays à fort taux de malnutrition maternelle et infantile à accélérer la mise à l'échelle des interventions.

B. Composition du comité de pilotage de l'Alliance-SUN Mali :

1. OMAES : Œuvre Malienne d'Aide à l'Enfance du Sahel assure la présidence (ONG Nationale)
2. HKI : Helen Keller International (ONG Internationale)
3. ASDAP : Association pour le Soutien du Développement des Activités de Populations (ONG Nationale)
4. ACF : Action Contre la Faim ((ONG Internationale)
5. WV :World Vision : (ONG Internationale)
6. CSPEEDA : Centre Sahélien de Prestation d'Étude d'Eco Développement et de Démocratie Appliquée (ONG Nationale)
7. GAD : Groupe Action Développement (ONG Nationale)
8. GRAT : Groupe de Recherches et d'Applications Techniques (ONG Nationale)
9. Woïyo Kondeye (ONG Nationale)

Les réseaux nationaux d'OSC à savoir la FENASCOM, le RECOTRADE et la CAFO deviennent des partenaires de l'alliance et à cet effet sont d'emblée associés à toutes les activités du mouvement. Ils peuvent prendre part aux réunions du comité de pilotage.

L'association DENKO, assure le secrétariat du mouvement au côté du Point Focal SUN et devient membre du comité technique

C. Plan d'action

Suite à l'atelier national d'analyse des politiques et programmes de nutrition, les lacunes des politiques et des services ont été élaborés, les domaines prioritaires de plaidoyer des OSC déterminés. Un cadre de plaidoyer de la nutrition et son plan d'action ont ensuite été développés pour refléter les priorités nationales de la nutrition. La stratégie développée sera introduite auprès des OSC locales qui influencent la nutrition (à savoir les alliances organisées par la cartographie des OSC) dans chaque région. A cet effet des ateliers régionaux d'élaboration de la stratégie de plaidoyer ont été organisés pour examiner le plan et définir comment il sera mis en œuvre localement par les OSC ou les groupes d'OSC. L'objectif est également de s'assurer que les messages de plaidoyer cohérents en matière de nutrition sont communiqués aux décideurs.

En outre, les points d'entrée pour les interventions nutritionnelles fondées sur des preuves seront identifiés en dehors du système de santé et de nutrition. Par exemple, les différents ateliers ont permis d'identifier les politiques agricoles (les stratégies de sécurité alimentaire), les programmes (développement de la chaîne de valeur) et les agents (les agents de vulgarisation). De même, l'éducation (enseignants, associations parents-enseignants), les filets de sécurité et d'autres secteurs de développement social et économique ont été évalués lors des ateliers d'élaboration du profil et du plan d'action multisectoriel en nutrition. Ces possibilités d'élargir la prestation des services de nutrition en dehors du secteur de la santé seront partagées avec les OSC et seront également intégrées dans les activités d'autres projets et d'outils.

Activités	Cibles		
	National	Régional	District/Cercle
Mise en place des groupes d'influence nutrition dans les régions (Alliance régionale SUN, Groupe de soutien nutrition, Comité régional pour la lutte contre la malnutrition etc...)	X	X	
Formation des groupes d'influence sur la nutrition dans toutes les régions		X	
Atelier d'adaptation de l'outil PROFILES au contexte régional		X	
Plaidoyer pour la nutrition en direction des décideurs (PROFILES, Engagements du Gouvernement)	-Elus : Assemblée National, Haut Conseil de Collectivités - Gouvernement et structures déconcentrés (Ministères et services techniques)	-Elus : Assemblée National, Haut Conseil de Collectivités - Administration Régionale - Services techniques	-Elus : Conseil de Cercle - Administration District - Services techniques locaux

	- Conseil National de Nutrition ; - Comité technique inter sectoriel de nutrition ; -PTF	régionaux	
Informers l'opinion publique sur les actions de plaidoyer en faveur de la nutrition	-Medias - Communicateurs traditionnels - Sensibilisation pendant les SIAN et les SMAM		

Les partenaires pour la mise en œuvre des activités proposées.

Gouvernement	Ministère de la Santé /DNS
	Ministère de l'Education, Développement Rural, Développement Social, Promotion de la Femme de l'Enfant et de la Famille, Etc...
PTF	UNICEF, PAM, OMS, FAO, REACH
	USAID, Canada, UE
Organisation de la société civile	HKI, ACF, World Vision, Plan International, Save the Children International, Croix Rouge, IRC, URC-CHS, WHH, CRS.
	OMAES, ASDAP, DENKO, AMSS, WOYO KONDEYE, AMEDD, AMCP/Alima, ACTED, GAD, CSPEEDA, AED, GRAT, CAFO, FENASCOM, RECOTRADE.

2) Mise en place, composition et plan d'action des Alliances régionales : Kayes, Sikasso et Ségou

Entre le 15 et le 30 septembre 2014, une équipe composée des représentants de trois organisations (OMAES, HKI et ASDAP) membres du comité de pilotage de l'alliance-SUN Mali a réalisé une mission d'appui pour la mise en place des Alliances régionales et l'élaboration des plans d'action pour les deux années d'exercice des comités de pilotage mis en place.

Kayes (19 septembre 2014)	Sikasso (30 septembre 2014)	Ségou (24 septembre 2014)
Participants aux ateliers		

<ul style="list-style-type: none"> • 11 OSC : OMAES, CROIX ROUGE FRANÇAISE, ADG, AMPPF, ASDECO, GRDR, AMASSA AFRIQUE VERTE, CEPAP, ALMOUTAWAKIL, MDM, HKI, OMRIB • 4 RÉSEAUX d'OSC : FERASCOM, CR-ONG, RECOTRADE, CAFO • Service technique : DRS de Kayes  <p><i>Photo n°2 : Atelier de Kayes, vue des participants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • 12 OSC : AMEDD, SNV, ADAC, CROIX ROUGE MALIENNE, URTEL, ASDAP, GRAT, GRAADECOM, SAVE THE CHILDREN, RADIO KÉNÉDOUGOU, OMAES • 4 RÉSEAUX d'OSC : FERASCOM, CR-ONG, RECOTRADE, CAFO • Services techniques : DRS, DRDSES, DRPFÉ • SNU : PAM  <p><i>Photo n°3 : Atelier de Kayes, vue des participants</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • 16 OSC : OMAES, ASDAP, WALE, GRADEM, AMAPROS, CROIX ROUGE MALIENNE/CROIX ROUGE BELGE, PLAN MALI, AJR, ALPHALOG, HKI, TERRE DES HOMMES, INTERVIDA, SIHINYOGONJÈ, COOPI, CARE MALI, PVM • 4 RÉSEAUX d'OSC : FERASCOM, CR-ONG, RECOTRADE, CAFO • Services techniques : DRS, DRDSES, DRPFÉFE  <p><i>Photo n°4 : Atelier de Kayes, vue des participants</i></p>
<ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'Alliance : Alliance SUN-Kayes, • Conservation des grandes lignes des principes directeurs de l'Alliance-SUN mali avec quelques petites variantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Comité de pilotage composé de 10 membres : OMAES, HKI, ALMOUTAWAKIL, GRDR, Stop Sahel, Croix Rouge, AMASSA-AFRIQUE VERTE, ADG, ASDECO, CEPAP. ○ Présidence du comité : OMAES ○ Réseaux d'OSC partenaires : FERASCOM, RECOTRADE, CAFO <ul style="list-style-type: none"> ○ Mandat de la présidence : deux ans renouvelables sans 	<ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'Alliance : Alliance-SUN Sikasso • Conservation des grandes lignes des principes directeurs de l'Alliance-SUN mali avec quelques petites variantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Comité de pilotage composé de 5 membres : AMEDD, ASDAP, GRAADECOM, GRAT, Croix Rouge Malienne ○ Présidence du comité : AMEDD ○ Réseaux d'OSC partenaires : FERASCOM, RECOTRADE, CAFO et CR-ONG ○ Mandat de la présidence : deux ans renouvelables une seule fois 	<ul style="list-style-type: none"> • Nom de l'Alliance : Alliance-SUN Ségou • Conservation des grandes lignes des principes directeurs de l'Alliance-SUN mali avec quelques petites variantes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Comité de pilotage composé de 9 membres : OMAES, CROIX ROUGE MALIENNE, TERRE DES HOMMES, INTERVIDA, AMAPROS, COOPI, CARE MALI, HKI, ASDAP. ○ Présidence du comité : AMEDD ○ Réseaux d'OSC partenaires : FERASCOM, RECOTRADE, CAFO et CR-ONG ○ Mandat de la présidence : deux ans renouvelables sans limitation

limitation		
Plans d'action (Plaidoyer)		
<p>Actions de plaidoyer sur les thèmes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allaitement maternel Exclusif <ul style="list-style-type: none"> ○ Renforcer les connaissances des décideurs sur l'allaitement, ○ Adoption de la loi pour la commercialisation des substituts du lait maternel, ○ Engagement et soutien des décideurs pour l'allaitement • Droit à l'alimentation, Action Essentielle Nutrition <p>Les cibles des actions de l'Alliance-SUN Kayes sont essentiellement les autorités administratives, politiques et communautaires ainsi que les leaders religieux.</p>  <ul style="list-style-type: none"> • <i>Photo n°5: Atelier de Kayes, vue des participants durant les travaux de groupe</i> 	<p>Actions planifiées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des capacités de l'alliance dans le plaidoyer, dialogue politique, dialogue communautaire • Faire connaître l'alliance : journée thématiques, émissions radiophoniques, conférences-débats, • Prise en compte de la nutrition dans les politiques, plans d'actions et les budgets des collectivités et des autres secteurs • Capitalisation des expériences • Plaidoyer pour la formation des professionnels de la santé et les autres acteurs sur les Actions Essentielles en Nutrition (AEN) • Organisation des ateliers d'identification des normes en matière nutritionnelle et son harmonisation et la promotion des recettes • Suivi des enfants malnutris • Élaboration et mis en œuvre d'un plan de suivi évaluation 	<p>Activités planifiées</p> <ul style="list-style-type: none"> • Renforcer les capacités des membres de l'alliance en plaidoyer • Journées de plaidoyer pour faire connaître l'Alliance-SUN Ségou et le caractère multisectoriel de la nutrition dans la région de Ségou et obtenir l'engagement des autorités et autres leaders • Plaidoyer pour la prise en compte de la nutrition dans les PDSEC ainsi que les politiques et programmes sectoriels • Aider à la capitalisation des expériences <p>Les cibles des actions de l'Alliance-SUN Ségou sont essentiellement les autorités administratives, politiques et communautaires.</p>  <p><i>Photo n°6: Atelier de Ségou, vue des participants durant les travaux de groupe</i></p>

3) Vision et mission des alliances SUN

La vision du Mouvement SUN est de créer un monde sans faim et sans malnutrition. Sa mission consiste à rassembler les acteurs pour mobiliser les ressources humaines et financières et aider les pays à atteindre cet objectif.

La vision du réseau de la Société Civile (CSN) du SUN est un monde où de multiples parties prenantes, notamment la société civile, travaillent ensemble de manière constructive et dans un esprit gagnant-gagnant pour l'éradication de la malnutrition.

4) But et finalité

But : Promouvoir l'amélioration durable de l'état nutritionnel de la population du Mali particulièrement celui des enfants et des femmes en âge de procréer.

Finalité : Avoir un groupe d'intérêt solide, coordonné et dynamique de la société civile qui soutient le développement et la mise en œuvre plus large de la politique nationale et du plan d'action multisectoriel ainsi que des programmes de nutrition.

5) Activités des alliances SUN

1. Elargissement de l'Alliance-SUN Mali, opérationnelle et durable, conforme aux priorités nationales et au mouvement SUN mondial ;
2. Collaboration avec les homologues du mouvement SUN du Gouvernement du Mali et des organisations donatrices de fonds ;
3. Plaidoyer auprès des décideurs pour le renforcement de la nutrition dans tous les programmes et politiques pertinents ;
4. Réexamen et revitalisation de la politique et du programme destinés à améliorer et à renforcer la nutrition ;
5. Recueil, diffusion et mise à l'échelle des meilleures pratiques fondées sur des preuves concernant le renforcement de la nutrition afin de les adapter et de les appliquer au niveau national ;
6. Renforcement des capacités des membres de l'Alliance-SUN Mali
7. Promotion de la nutrition au niveau communautaire ;
8. Création d'une synergie d'action avec les autres mouvements poursuivant les mêmes objectifs.

6) La stratégie d'action des alliances SUN

L'alliance au niveau du pays va introduire des stratégies novatrices de mobilisation communautaire et des responsables afin de faciliter la prise de décision pour la mise à l'échelle rapide des interventions nutritionnelles spécifiques ayant une efficacité démontrée ; la mise en œuvre de stratégies sectorielles contribuant au renforcement de la nutrition (c'est-à-dire répondant aux besoins nutritionnels des individus, des ménages et des sociétés) et le plaidoyer sur les questions fondamentales de nutrition au Mali.

L'Alliance à travers le point Focal Société civile en collaboration avec les autres acteurs SUN au niveau national collaborera également au niveau mondial pour soutenir la réalisation des objectifs dans les pays SUN

III) Mapping des engagements du Gouvernement en matière de Nutrition et plan de suivi

Afin de juguler la malnutrition, le Mali a pris un certain nombre d'engagements au niveau international (différentes déclarations/conventions) et niveau national (Politiques, Protocoles...) dans les différents secteurs (nutrition, santé, agriculture...) avec un fort impact sur les causes sous jacentes de la malnutrition. On distingue :

- **les engagements en lien avec les interventions ayant l'amélioration de l'état nutritionnel comme but primaire**, interventions aidant les femmes à avoir une nutrition optimum durant la grossesse et pour les jeunes enfants : alimentation de la

femme enceinte, allaitement, alimentation de complément, hygiène, utilisation des micronutriments, prise en charge nutritionnelle des infections; alimentation thérapeutique; attention spéciale aux communautés vulnérables (VIH/Sida, Tuberculose, personnes âgées) ;

- **les engagements pour le développement sensible à la nutrition visant à assurer un impact optimal en nutrition**: les programmes d'agriculture, de sécurité alimentaire, de protection sociale, de santé maternelle et infantile, d'éducation, de création d'emploi et de développement rural.

Les engagements recensés sont présentés dans le tableau n°1.

Tableau n°1: Engagements du Mali en faveur de la nutrition

ENGAGEMENTS	En lien avec des interventions directes en nutrition	En lien avec le développement sensible à la nutrition
Au niveau international	<ol style="list-style-type: none"> Déclaration d'Innocenti <ul style="list-style-type: none"> Initiative Hôpitaux Amis des Bébé (IHAB) Code de commercialisation des substituts du lait maternel Stratégie mondiale pour l'Alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) 	<ol style="list-style-type: none"> Pacte International Relatif aux Droits Économiques, Sociaux et Culturels (PIDESC) Convention internationale des droits de l'enfant Charte africaine des droits et du bien-être de l'enfant Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) Déclarations d'Abuja, de Maputo, de Paris
Au niveau national	<ol style="list-style-type: none"> Politiques, Normes et Procédures (PNP) nutrition Protocole national de prise en charge Intégrée de la Malnutrition Aiguë (PCIMA) Actions Essentielles en Nutrition (AEN) Politique Nationale de Développement de la Nutrition (PNDN) et son 	<ol style="list-style-type: none"> Décentralisation Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) 1, 2, 3^e Génération Programme de Développement Sanitaire et Social (PRODESS) Programme de Développement de l'Éducation (PRODEC)

	plan d'action.	
	5. Supplémentation en vitamine A	5. Loi d'Orientation Agricole (LOA)
	6. Plan de lutte contre les Troubles dus à la Carence en Iode (TDCI)	6. Stratégie nationale de Sécurité Alimentaire
		7. Stratégie nationale du secteur eau

Il ressort de ces engagements des insuffisances listées dans le tableau n°2.

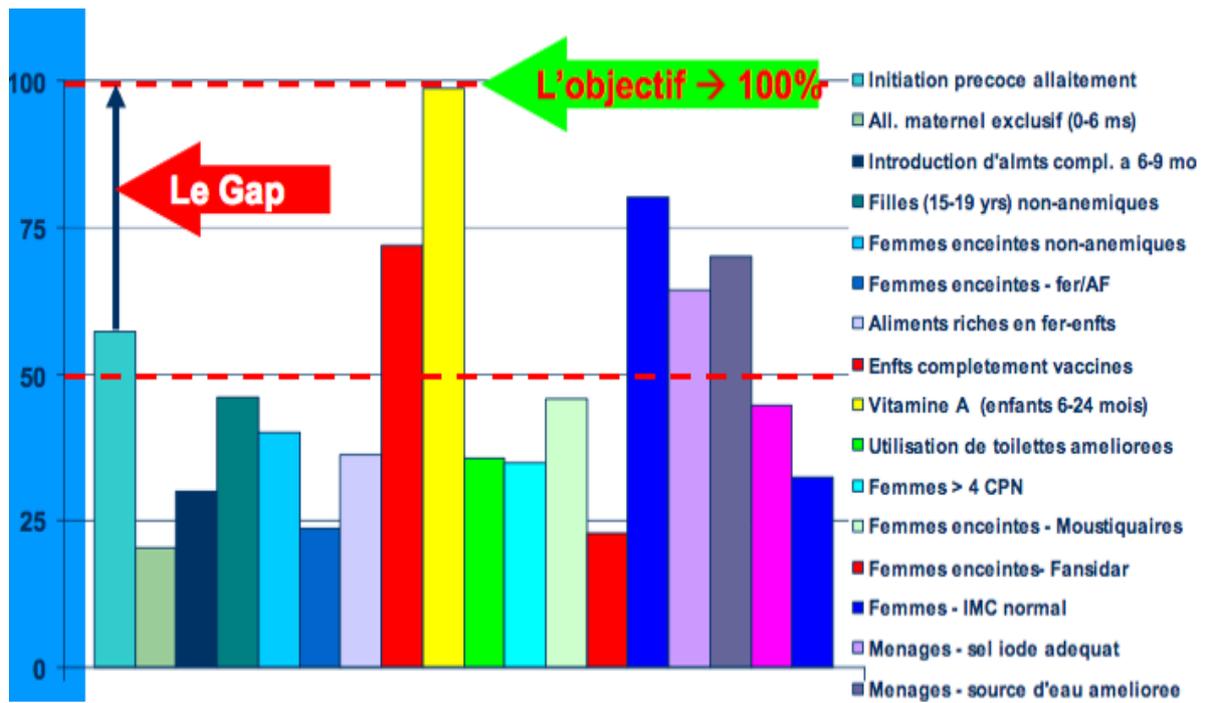
Tableau n°2 : Insuffisances dans les engagements du Mali en faveur de la nutrition

Engagement	Insuffisances
En lien avec des interventions directes en nutrition	
Déclaration d'Innocenti, juillet 1990, revue le 25 novembre 2005 toujours à Florence en Italie	Initiative Hôpitaux amis des bébés : IHAB <ul style="list-style-type: none"> - Processus de labélisation suspendu en 2009 (26 structures engagées) - Faible couverture (4 régions sur 8 et de façon partielle) - Suivi-évaluation des structures et agents formés non réalisé
	Code internationale de commercialisation des substitut du lait maternel <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté interministériel N°06-1907/MS-MIC-MEP-MA-SG du 04 septembre 2006 non vulgarisé, méconnu du grand Public. - Projet de loi portant sur la commercialisation des substituts du lait maternel du 18 au 20 Mai 2009 non voté
Stratégie mondiale pour l'alimentation du nourrisson et du jeune enfant (ANJE) OMS / UNICEF de 2003	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de formation des acteurs (agents de santé et acteurs communautaires) ; - Attitudes et comportements négatifs des agents de santé - Croyances et mythes non favorables à l'allaitement exclusif; - Couverture faible - Suivi

<p>Protocole national de prise en charge de la malnutrition aiguë: PCIMA : élaboré en 2006 et révisé en 2011</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Prise en charge communautaire non développé (FARN) - Activités communautaires entièrement dépendantes de la présence d'un partenaire - Rapport entre ASC (payés) et relais (bénévoles) - Référence/ évacuation des cas avec complication vers URENI - Accessibilité géographique et financière (non exemption de frais des soins) - Appropriation de la PCIMA par les prestataires comme activité du PMA - PFN très sollicités par d'autres activités - Budget PCIMA non inclus dans le PO des DS et des régions
<p>Actions essentielles en nutrition</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Dissémination de l'outil: AEN pas bien connues même au niveau des structures de santé. - Couverture limitée de la formation des prestataires et acteurs communautaires - Intégration faible des activités de nutrition dans les services de santé,
<p>Politique nationale de la Nutrition, 02 janvier 2013</p>	<p>Stratégie 1: Surveillance de la croissance et du développement: l'adaptation des normes de croissance et la formation des prestataires pour le suivi de la croissance n'a pas été pris en compte.</p> <p>2. Ancrage du Conseil National de la nutrition (instance multisectorielle) au ministère de la Santé</p>
<p>En lien avec le développement sensible à la nutrition</p>	
<p>Engagement</p>	<p>Insuffisances</p>
<p>Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC), adopté le 16 décembre 1966 et entré en vigueur le 3 janvier 1976</p>	<p>Aucun rapport encore soumis par le Mali</p>
<p>Convention internationale des droits de l'Enfant adoptée le 20 novembre 1989), ratifié en Septembre 1990</p>	<p>Rapport initial en 1996 et complémentaire en mars 1998 par la COMAD et depuis aucun rapport</p>
<p>Charte Africaine des Droits et du Bien-être de l'Enfant (signé le 28 février 1996, ratifiée le 03 juin 1998 et entrée en vigueur en le 29 novembre 1999)</p>	<p>Rapport initial en 2007 au lieu de 2001</p>
<p>Engagement d'Abuja 2000 et 2001</p>	<p>Part du budget alloué à la santé en 2013: 7,4%</p>

Déclaration de Maputo 24 janvier 2004	Par du budget alloué à l'agriculture en 2013: 7,2%
Décentralisation : Loi n°93-008 du 11 février 1993, Déterminant les conditions de la libre administration des collectivités territoriales.	<ul style="list-style-type: none"> - Transfert des ressources (insuffisance dans le financement - Compétences des élus communaux en terme de gestion de la nutrition - Capacité de mobilisation des ressources des collectivités
Cadre stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté 2012-2017	<ol style="list-style-type: none"> 1. Inadéquation entre les actions, acteurs et indicateurs de suivi aboutiront à des difficultés d'évaluation par la suite 2. Inexistence d'indicateur dans le plan pour certaines actions
Programme de Développement Socio-sanitaire (PRODESS) 1998	<ul style="list-style-type: none"> - Accessibilité géographique et financière des URENI (système référence/évacuation ne prend pas en compte les patients malnutris) - Taux d'utilisation de la consultation curative faible - Qualité des services: Personnel insuffisant, répartition inadéquate mobile, formation souvent inadapté au poste, - Verticalisation des programmes avec des difficultés d'intégration des activités au niveau des structures de santé du 1er niveau.

Le Mali a signé et ratifié presque toutes les conventions et déclarations concourant à l'amélioration de la situation nutritionnelle des populations, adopté au niveau national les politiques dans les différents secteurs et inscrit la lutte contre la malnutrition dans sa politique de développement du pays. Cependant la mise en œuvre complète de ces politiques et stratégies exige des investissements, des ressources financières et humaines adéquates. Ce qui n'est pas le cas au Mali aujourd'hui comme l'indique le niveau de couverture des interventions pour une nutrition optimale des enfants de moins de 5 ans (figure n°1). **La voie est dictée par la volonté politique mais le chemin à parcourir est long vu le gap à combler et exige l'engagement de toutes les parties prenantes.**



Niveau de couverture des interventions pour une nutrition optimale (MICS 2010).

suivi en cours d'emploi)														
Avec les services techniques, développer la prise en charge au niveau communautaire (village) des cas de malnutrition dans le protocole national	Ministère de la santé DN/DNS													

IV) Le développement outils de plaidoyer notamment sur le PROFILE

Une voix commune sur la nutrition avec un message cohérent communiqué par de multiples intervenants est nécessaire pour assurer un soutien continu et étendu à la nutrition. Pour ce faire, l'outil PROFILES est identifié comme l'outil le plus connu, le mieux adapté, basé sur un raisonnement scientifique et ayant fait ses preuves mais pas utilisé par les partenaires. Cet outil, a été mis à jour et validé en actualisant les données selon les périodes de projection adoptées par les acteurs pour permettre le plaidoyer en faveur de la mobilisation des ressources pour soutenir les programmes de nutrition. Pour ce faire, 3 étapes majeures ont été réalisées dans le processus : la recherche documentaire pour harmoniser les hypothèses de projection pour le plaidoyer ; la collecte des données existantes et la liste des références pour l'analyse et la révision de l'outil. Ce travail a été coordonné et finalisé par le groupe de facilitateurs SUN composé d'OMAES, ASDAP et HKI.

Le PROFILES est un modèle informatique qui permet de démontrer la corrélation entre les effets consécutifs d'un problème de nutrition et ses conséquences sur la productivité en termes de gains ou de pertes dans un pays.

C'est un outil de plaidoyer permet de montrer la gravité des problèmes de santé liés à la malnutrition qui peuvent entraver le développement d'un pays à long terme.

Le PROFILES a été conçu par une équipe d'experts au Bangladesh puis en Philippines avec l'appui de l'UNICEF, l'USAID, la Banque Asiatique de Développement et la Banque Mondiale

En Afrique, il a été introduit par l'USAID à travers le projet BASICS sous l'assistance technique de Linkages – SARA en collaboration avec les Ministères de la Santé de plusieurs pays y compris le Mali (plus de 12 pays).

a) Principes :

1) Comparer deux situations

- Situation attendue si les mortalités néonatale et infantile restent constantes
- Situation attendue si les mortalités néonatale et infantile sont réduites à un niveau fixé à l'avance
- Comparaison en termes de réduction de la perte de productivité comme conséquence de la baisse de la morbidité et de la mortalité néonatale et infantile

2) Engagement politique

- Mise en place d'une équipe multidisciplinaire qui décide des priorités selon les programmes existants
- Déterminer et faire le consensus national sur les éléments d'analyse: période, projection démographique, interventions, sources de données etc.

c) Fonctionnement

Données et indicateurs démographiques et données économiques :

- institutions nationales ;
- enquêtes d'envergure nationale ou locale ;
- données ou indicateurs issus d'estimations faites par des institutions à vocation internationale ;
- données ou indicateurs issus d'enquêtes menées dans d'autres pays.

Introduction des données, calculs et production des résultats.

Hypothèse de travail et utilisation

Hypothèse de travail

- Période d'analyse : 2012-2017 (CSCR)

- Age d'entrée en vie active : 15 ans (CSCR)
- Age de fin de la vie active : 70 ans
- Part du PIB non liée aux facteurs humains (terre, capital) : 20%
- Naissances vivantes pendant la période d'analyse : projections démographiques
- Revenu moyen annuel par habitant : PIB moyen estimé sur la période 2012-2017

Sur la base des hypothèses émises, créer des liens cohérents entre les données situées dans les différentes feuilles pour produire des estimations.

Utilisation

Interventions faisables

- Vies sauvées
- Santé
- Éducation
- Productivité

Domaines

- Nutrition et survie
- Nutrition et éducation
- Nutrition et productivité



Atelier de révision PROFILES

V. Les ateliers d'orientation sur les Politiques, Normes et Procédures en nutrition

La nutrition est un déterminant important pour l'atteinte des objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Lesquels objectifs constituent une priorité sanitaire nationale avec un engagement politique fort des plus hautes autorités du pays en témoigne l'adoption d'une politique nationale nutrition.

En effet, la situation sanitaire du Mali est toujours caractérisée par une prévalence élevée de la mortalité maternelle et infanto-juvénile.

Pour améliorer cette situation, la Direction Nationale de la Santé à travers la Division Nutrition avec l'appui des partenaires a élaboré les documents de Politiques, Normes et Procédures en Nutrition.

La connaissance des politiques, normes et procédures en nutrition permet aux acteurs de la société civile de fournir les mêmes services et avec la même qualité à toute la population. C'est dans ce cadre que des ateliers d'orientation sur les Politiques, Normes et Procédures en nutrition ont été organisés en 2013 et 2014 à Bamako et dans les régions de Kayes, Ségou et Sikasso suivant le schéma suivant :

SESSION	Contenu
Politique Normes et Procédures (PNP) en nutrition	
Introduction PNP	Historique des PNP en Nutrition
	Dissémination des PNP Objectifs de la dissémination Stratégie de la dissémination
Politique, Normes et Procédures	<p>Politique des services de Nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> • Définition de la Nutrition et de la Politique • Différents volets de la Nutrition • Éléments de la politique de chaque volet <p>Normes des services de Nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définition des normes de services de Nutrition ▪ PMA par niveau et par catégorie de prestataires ▪ Utilisation du document de normes de services de Nutrition <p>Normes des services de Nutrition</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Définition des procédures <p>Importance du respect des procédures dans l'amélioration de la qualité des services de Nutrition</p>
Allaitement maternel	<p>Politique de l'allaitement et la promotion des bonnes pratiques alimentaires du nouveau-né (Définitions, bénéficiaires, stratégies, activités, prestataires, structures)</p> <p>Procédures de l'allaitement et des bonnes pratiques d'alimentaires (Avantages de l'allaitement, Fonctionnement de l'allaitement, Position de bébé au sein, Bonne prise de sein, soutien du sein, Pratiques d'allaitement recommandées, Allaitement dans les situations particulières, Difficultés d'allaitement, initiative Hôpitaux, Groupe de soutien)</p>
Actions essentielles en nutrition (AEN)	<p>Concept des AEN</p> <p>Politique des AEN (définition et objectifs, bénéficiaires, stratégies, activités, prestataires, canaux, responsables et intervenants)</p> <p>Procédures des AEN (définitions des procédures)</p> <p>Sept AEN</p> <ul style="list-style-type: none"> • Allaitement maternel • Alimentation de complément • Alimentation de l'enfant malade • Alimentation des Femmes • Lutte contre la carence en Vit A • Lutte contre l'anémie due à la carence en fer • Lutte contre les troubles dus à la carence en iode (TDCI

	<p>Politique de la nutrition de la femme (Définitions, bénéficiaires, stratégies, activités, prestataires, structures)</p> <p>Procédures de la nutrition de la femme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Cycle intergénérationnel de la malnutrition • Promotion de la nutrition des femmes pendant la grossesse et l'allaitement • Lutte contre la carence en vitamine A • Lutte contre l'anémie • Lutte contre les troubles dus à la carence en iode, • Supplémentation en micronutriments des femmes enceinte et en post partum immédiat
Alimentation de complément	<ul style="list-style-type: none"> • Définition de l'alimentation de complément • Étapes de l'Introduction et mise en train des aliments de complément • Surveillance préventive des enfants de 0 à 59 mois
Communication pour le changement de comportement (CCC) en nutrition	<p>POLITIQUE CCC (définition et objectifs, bénéficiaires, stratégies, activités, prestataires, canaux, responsables et intervenants)</p> <p>PROCÉDURES CCC EN NUTRITION</p> <ul style="list-style-type: none"> • Processus du changement de comportement • Communication interpersonnelle (CIP) : Causerie éducative, Counselling, Visite à domicile (VAD), • Plaidoyer, • Mobilisation sociale
Généralité sur la malnutrition et la prise en charge intégrée	<ul style="list-style-type: none"> • objectifs, le but, les cibles et l'organisation de la stratégie globale de PCIMA, • Définitions des concepts clés, • Groupes d'aliments, micronutriments • Causes, types et formes de la malnutrition • Prise en charge de la malnutrition

Les différentes étapes ayant abouties aux PNP ont aussi été présentées. De l'élaboration des PNP des services de santé maternelle et infantile par le département de la santé/la Division Santé Familiale et Communautaire (DSFC) en 1987 à l'élaboration d'un premier document de normes et procédures en nutrition par la division nutrition en 2003 pour préciser et renforcer les aspects de nutrition du PMA tels que enseignés par les normes et procédures en santé de la reproduction.

Les documents de PNP ont pour but de garantir l'offre et la qualité des services de nutrition jusqu'au niveau opérationnel. Le curriculum de dissémination qui les accompagne a été exposé. Il é été précisé que la dissémination se fait de façon formative et vise à renforcer les compétences et compléter les formations formelles définies dans la stratégie Nationale de formation continue.

Les stratégies de dissémination à différents niveaux, le rôle de la Division Nutrition de même que le système du suivi évaluation ont été parcourus.

VI. Formation en Plaidoyer sur la nutrition des membres de l'Alliance SUN Mali (Janvier 2015)

1) Clarification du Concept de Plaidoyer/Lobbying :

Quelques exemples de clarification consensuelle du concept de plaidoyer :

« LE PLAIDOYER EST UN MOYEN DE CONVAINCRE LES DECIDEURS DE REMPLIR LEURS RESPONSABILITES ENVERS LES AUTRES »

« LE PLAIDOYER EST UN PROCESSUS DELIBERE D'INFLUENCER CEUX QUI PRENNENT DES DECISIONS AU SUJET DES POLITIQUES »

« LE PLAIDOYER EST UN PROCESSUS DE DEFENSE D'UNE CAUSE AFIN QU'UN CHANGEMENT MAJEUR SOIT INTRODUIT »

En conclusion, le Plaidoyer se résume essentiellement en trois points :

- créer des politiques là où on en a besoin et quand il n'en existe pas ;
- réformer les politiques défavorables ou inefficaces ;
- assurer que les bonnes politiques soient mises en vigueur

La principale utilité de faire le plaidoyer est qu'il constitue un outil puissant pour apporter des **solutions durables** aux problèmes complexes qui ont des impacts sur la vie de nombreuses personnes, les activités de nutrition font partie des questions essentielles.

2) Formulation des Défis ou Objet de Politiques :

L'identification et l'analyse d'un défi reposent sur des questions telles que :

- ❖ Les politiques existent –elles ou non ?
- ❖ Les politiques sont-elles favorables ou non favorables ?
- ❖ Les politiques sont-elles appliquées ou pas ?

Les critères de choix des différents objets de politiques sont basés sur :

- La contribution relative au problème :
- L'impact possible sur un grand nombre de personnes :
- Les chances de succès;
- Le potentiel existant pour travailler dans des coalitions :
- Les risques potentiels.



Participants en travail de Groupe

3) Formulation des Objectifs de Plaidoyer

Un objectif est une étape vers la réalisation d'une vision et l'objectif de plaidoyer est en général **CE QUE NOUS VOULONS CHANGER, DE COMBIEN ? ET POUR QUAND ?**

Un objectif doit être toujours **SMART** :

Spécifique,
Mesurable,
Adapté et
Réalizable dans un,
Temps.



Vue de la salle sur les objectifs de plaidoyer

4) Identification et de l'analyse du public et des alliés :

Le public primaire est la personne qui a la décision ou l'autorité nécessaire pour affecter directement le résultat pour l'objectif de plaidoyer. On l'appelle aussi décideur. Ces décideurs sont les cibles primaires d'une stratégie de plaidoyer.

Ainsi, dans chaque action plaidoyer on retrouve un public primaire (décideur clé) un public secondaire (celui qui peut influencer le décideur). Selon les situations, un troisième public peut exister : le public tertiaire. Cependant il faut distinguer :

- Le public primaire qui a le pouvoir de décider du changement ;
- Le public secondaire qui peut influencer le public primaire ;
- Et le public tertiaire qui à son tour peut influencer le public secondaire.

Par contre un allié est la personne ou les groupes de personnes qui partagent les mêmes préoccupations et/ou la conviction des causes que nous défendons. Un allié ne fait pas partie de l'équipe de plaidoyer

Parmi les éléments d'analyse du public on peut citer entre autres:

- ❖ son profil de formation ;
- ❖ son appartenance politique ;
- ❖ ses croyances, ses us et coutumes ;
- ❖ son goût pour l'argent ;
- ❖ sa vie associative et son penchant pour la défense de certaines causes (droits de l'homme, des enfants, des femmes ou des minorités).

5) Identification des messages et des canaux de Communication:

Un message doit avoir les caractéristiques suivantes :

- Etre clair ;
- Etre précis ;
- Etre concis ;
- Etre simple ;
- Etre compréhensible et convainquant.

En terme de principe, les messages dans le cadre du plaidoyer doivent répondre à trois dimensions essentielles à savoir : **la logique, l'affectif et l'éthique.**

Toute fois pour apporter un message approprié il faut absolument se baser sur les questions suivantes :

- Qui ? celui qui doit présenter le message.
- Quoi ? le contenu du message.
- A qui ? le destinataire du message.
- Pourquoi ? l'objectif de la campagne de plaidoyer
- Comment ? les techniques de communication
- Quels effets ? effets recherchés sur le décideur et sur soi.

Les messages peuvent être présentés sous différentes formes et sur différents supports :

Orale : radios, discours, débats, griots, crieurs publics.

Ecrite : Journaux, affiches, annonces, panneaux, lettres, mails...

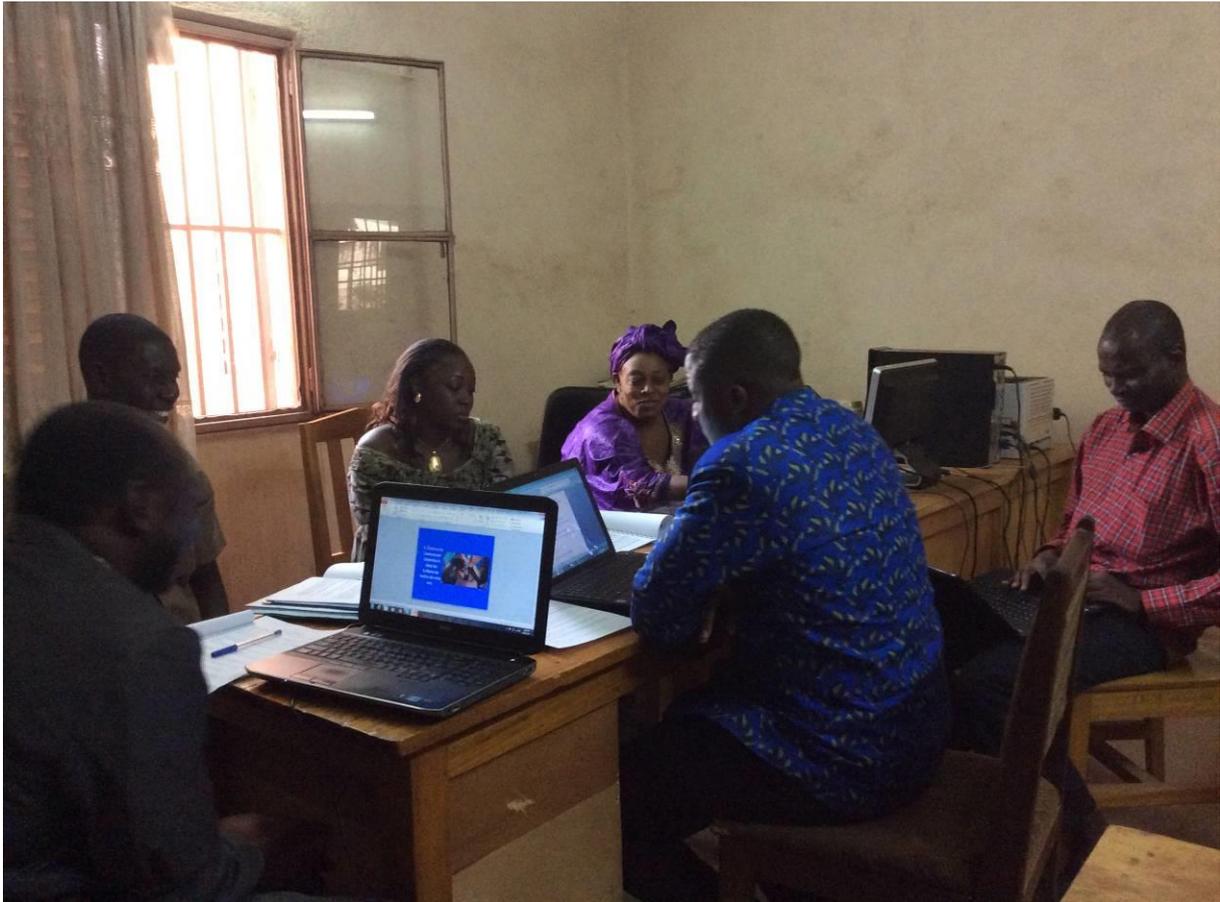
Images : Photos, tee-shirts, bandes dessinées, marches et démonstrations.

Audio visuelle : Cassettes, DVD, CD- Rom.

Dans la transmission du message, il faut savoir choisir le messager aussi bien que le moment et le canal pour assurer son efficacité. En d'autre terme, le porteur du message est aussi important que le message lui-même.

Il est important d'avoir un plan de communication dans une campagne de plaidoyer qui est **intimement lié au plan d'action du plaidoyer et bâti sur la forme du message, le contenu du message, l'analyse du public ainsi que la stratégie de plaidoyer.**

Il est aussi conseillé de faire toujours valider le plan de communication avec l'appui d'un consultant spécialiste en communication.



Participants en travail de groupe

6) Stratégie de Plaidoyer :

Les différentes stratégies de plaidoyer généralement utilisées par les organisations de la société civile au Mali et cela en lien avec notre culture et le respect que nous devons aux décideurs et aux responsables de notre pays sont les suivantes :

- La **COLLABORATION** qui suppose que tout décideur est logique et rationnel et peut collaborer facilement
- **L'ADAPTATION ou le MODELAGE** il s'agit de mettre le décideur à l'aise et de montrer ce qu'il peut perdre en ne décidant pas.
- La **DEMONSTRATION** pour convaincre les décideurs qui ont besoin de preuves concrètes
- La **PERSUASION** est utilisée pour les sceptiques et des décideurs qui cherchent des prétextes. Dans ces cas il faut utiliser des groupes de pressions
- La **CONFRONTATION** si le décideur ne veut rien faire, reste bloqué sur des positions malgré plusieurs offres et sollicitations. Dans ce cas le grand public peut créer un courant d'opinion
- Le **REGLEMENT DES LITIGES** au cas où le décideur veut se réfugier derrière des textes, des pratiques, des procédures établies.

L'important dans l'utilisation de ces stratégies est de respecter la logique hiérarchique c'est à dire de ne jamais passer à la confrontation sans d'abord user des stratégies préalables qui vont la collaboration à la persuasion en passant par le modelage et la

démonstration. Ce principe d'utilisation des stratégies tient surtout compte de nos valeurs culturelles.

7) Budget de plaidoyer

Les grandes lignes pour l'élaboration du budget de plaidoyer sont les suivantes.

- Frais généraux (formation).
- Organisations d'évènements (atelier)
- Impression et diffusion de document spécifique (rapports).
- Frais de communication ; (filmage, couverture TV, vidéo, communiqués).
- Organisation d'évènement et confection de supports pour la mobilisation des fonds.
- Célébration des résultats obtenus avec les différents partenaires : (exemple : invitation au bureau pour un cocktail ou dans un restaurant).

Toute fois il faut noter que le budget de plaidoyer n'est pas standard. Il peut varier d'une situation à une autre.

8) Axes de recommandations pour réussir les actions de plaidoyer :

- ❖ Maîtriser le processus du plaidoyer, connaître la technique d'établissement de la carte des responsabilités et des pouvoirs.
- ❖ Savoir créer et entretenir des alliances et des coalitions et savoir utiliser judicieusement les médias
- ❖ Etre déterminé et persévérant et surtout porter une attention toute particulière au leader de l'action du plaidoyer

VII. Bilan qualitatif

- L'environnement structurel pour le plaidoyer sur la Nutrition a été nettement amélioré au Mali. Le recensement dans un premier temps des acteurs intervenants dans la nutrition spécifique a permis de regrouper les organisations de la Société Civile (OSC) et mettre en place des Alliances pour le renforcement de la nutrition au Mali. Ainsi 04 Alliances ont été mises en place à savoir l'Alliance-SUN Mali au niveau national, l'Alliance-SUN Kayes, l'Alliance-SUN Sikasso et l'Alliance-SUN Ségou. Chacune des Alliances est composée des organisations de la Société civile nationale et internationale qui œuvrent ensemble aux cotés du Gouvernement et des autres acteurs pour l'atteinte des objectifs du Mouvement SUN.
- Les membres de ces Alliances ont bénéficié d'un renforcement de capacités sur les politiques, normes et procédures (PNP) et sur le plaidoyer en nutrition. La société civile malienne dispose d'un document sur l'état des lieux des engagements du gouvernement et des politiques et programmes de nutrition à partir du quel a été élaboré un plan de suivi et chacune des Alliances régionale a élaboré son plan d'action.
- L'outil par excellence de plaidoyer en nutrition le « Profiles a été mis à jour et présenté à l'ensemble des acteurs de nutrition au niveau national.
- Les campagnes de plaidoyer ont été organisées dans le premier trimestre de 2015 autour du droit à l'alimentation dans le cercle de Kéniéba à Kayes où des comités de défense du droit à l'alimentation ont été mis en place dans 4 communes (Kéniéba central, Guénégoré, Sitakily et Dabia. Par ailleurs des actions

de visibilité de l'alliance SUN ont été organisées dans les régions de Sikasso et Ségou.

- A travers ce projet, la Société Civile bénéficie d'une reconnaissance par les décideurs nationaux, les agences du Système des Nations Unies et des donateurs. Elle est désormais partie prenante de toutes les décisions, élaboration de document, missions à l'internationale dans le domaine de la nutrition. La Société Civile participe activement à la mise en œuvre du plan d'action multisectoriel de nutrition en tant que membre des différents organes de gestion de la Politique nationale de nutrition du Mali :

Le Conseil National de Nutrition (CNN) qui a pour mission la planification et la coordination de la Politique Nationale de Nutrition. Il est présidé par le Ministre de la Santé et compte 15 autres Ministres en plus du Président, le Président du Haut Conseil des Collectivités, les Représentants du Conseil National de la Société Civile et du Secteur privé ainsi que les Points focaux SUN du Gouvernement et de la Société Civile du Mali. Il se réunit une fois par an.

Le Comité Technique Intersectoriel pour la Nutrition (CTIN) Présidé par le Secrétaire Général du Ministère de la Santé et composé des hauts cadres des ministères représentés dans la Conseil National de Nutrition, les responsables des services techniques impliqués dans multisectorialité de la nutrition, la société civile, les Secteurs académique et privé, le SNU à travers le REACH et les donateurs.

Accomplissement spécifique : Mise à jour et validation du profiles



Présidium atelier présentation profiles de gauche à droite:

Boureima Allaye TOURÉ, OMAES,

Ibrahima COULIBALY, MSHP,

Bijou MUHURA, USAID,

Ouassa SANOGO, Coopération Canadienne

Fatim Ouattara, USAID

Dr Ibrahima COULIBALY, conseiller Technique du Ministre de la Santé et de l'hygiène Publique a rappelé les taux encore élevés de la mortalité infanto-juvénile et de la malnutrition ainsi que des conséquences de celle-ci sur le développement de l'enfant et du pays tout entier quand elle survient de façon précoce. Convaincu que l'amélioration de l'état nutritionnel des populations ne saurait être du ressort d'un seul secteur, Dr COULIBALY a exhorté à une large dissémination du profiles pour un engagement plus marqué des décideurs, des leaders et des partenaires techniques et financiers pour le renforcement de la nutrition au Mali. Ainsi, a-t-il proposé que l'outil soit présenté en introduction

- à la table ronde des donateurs prévue très prochainement pour combler le gap financier du plan d'action multisectoriel de nutrition
- et aux ateliers de dissémination du plan d'action multisectoriel

La principale leçon apprise est l'implication de tous les acteurs (Gouvernement, agences des Nations Unies, Coopération bilatérales et multilatérales, Organisations de la Société civile, Secteur Privé) pour une meilleure appropriation et une vision partagée du mouvement SUN.

Principaux défis

Le défi de la poursuite de l'implication des décideurs dans la mise en œuvre des activités et son corolaire de retard dans l'exécution des activités. En effet, notre volonté de faire fonctionner le partenariat conformément à l'esprit du mouvement de renforcement de la nutrition nous oblige à impliquer le Ministère de la santé (qui assure l'encrage Institutionnel de SUN et de la politique nationale de nutrition) à travers la Division nutrition et le point focal, Conseiller nutrition auprès du Ministre pour donner plus de poids et de reconnaissance à nos résultats. Cette option est un défi, car elle entraîne des retards dus à l'agenda des décideurs et la lenteur administrative qui les caractérisent.

Le défi de la poursuite du programme Mobiliser la Société Civile pour le renforcement de la nutrition au delà du 31 mars 2015 qui marque la fin du financement en cours. Le programme était prévu pour trois ans pour sa première phase de 2013-2016.

A cet effet, le PAM doit indiquer la direction à suivre pour la poursuite. Aussi, compte tenu des besoins suscité par le Programme (le maintien de l'élan de mobilisation des organisations de a Société Civile ; le suivi des engagements du Gouvernement, la poursuite de la mise en place des Alliances régionales, la conception des PROFILES dans chaque région ; le plaidoyer à tous les niveaux, la mobilisation des communautés ; etc.), des contacts/échanges devraient être vite engagés avec les partenaires intéressés par l'expérience en vue de sa poursuite.